



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan de relance

Question au Gouvernement n° 3347

Texte de la question

PLAN DE RELANCE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Je vous ai écouté, monsieur le Premier ministre : vous demandez la confiance des Français. Or les pays qui surmontent la crise sanitaire et la crise économique sont ceux où le peuple a confiance dans ses dirigeants. Comment pouvons-nous avoir confiance en vous dès lors que, depuis le début de la crise, les mensonges succèdent aux mensonges ? (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Mensonges sur les masques pour maquiller la pénurie. Mensonges sur les tests pour dissimuler la désorganisation car des tests dont les résultats ne sont connus qu'au bout de huit jours n'ont plus aucun sens. Mensonges sur les lits de réanimation car vous n'avez pas profité de l'accalmie estivale pour monter en puissance en la matière et faire aussi bien que l'Allemagne.

Mensonges aussi sur le plan économique. Vous évoquez toujours les 460 milliards d'euros du troisième projet de loi de finances rectificative. Mais, sur les 300 milliards de prêts, l'État, au 18 septembre exactement, a prêté 120 milliards d'euros. Sur les 100 milliards d'euros du plan de relance, seuls 35 milliards sont inscrits.

Mensonge, enfin, sur le plan européen.

Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. Vous êtes un spécialiste...

M. Nicolas Dupont-Aignan. Le plan n'arrive toujours pas et, quand il arrivera, il sera trop tard et il nous coûtera deux fois plus cher.

Je reviens donc sur trois points concrets car, si vous voulez que les Français aient confiance en vous, vous devez prendre des décisions réelles. D'abord, rattraper l'Allemagne en matière de lits de réanimation en rouvrant les hôpitaux que vous avez fermés ou que les gouvernements précédents ont fermés. Ensuite, supprimer les charges sociales du deuxième trimestre des artisans, commerçants et PME, qui sont face à un mur de dettes ; mais vous persistez à le refuser. Enfin, doubler les crédits du plan de relance pour atteindre le niveau de l'Allemagne, qui a prévu un plan deux fois mieux doté, alors que la baisse du produit intérieur brut y est deux fois inférieure. J'attends votre réponse.

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Je vois que votre campagne présidentielle commence

un peu comme la précédente. Gageons qu'elle finira de la même manière : dans la provocation et l'outrance. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

M. Maxime Minot. C'est petit !

M. Olivier Véran, ministre. Je note que vous appelez à doubler les crédits du plan de relance. Cela doit signifier qu'un élément de votre programme a changé : vous voilà désormais pro-européen (*Applaudissements et sourires sur les bancs du groupe Dem*) puisque, sans l'Europe, il n'y aurait pas eu ce plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé par le Président de la République et le Gouvernement ! Voilà une bonne nouvelle, et je vous invite à vite modifier votre site internet car les propos pro-européens n'y sont pas encore légion !

M. Pierre Cordier. Un peu de modestie et de retenue !

M. Olivier Véran, ministre. Venons-en au fond, en particulier sur la préparation de l'hôpital et les moyens mis à sa disposition. Je prendrai un exemple, ce qui me permettra de compléter ma réponse à M. Dharréville. Ce que nous faisons en faveur de l'hôpital – e pense ici à Marseille –, c'est mobiliser 360 millions d'euros pour construire un bâtiment flambant neuf pour les mères et les enfants, pour moderniser, sécuriser et reconstruire du bâti comme on ne l'a jamais fait pour aucun des hôpitaux de Marseille. Ce projet défendu par l'État et l'ensemble des collectivités va commencer d'être réalisé très vite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Ce que nous faisons en faveur de l'hôpital, ce sont les 15 millions d'euros d'aides en trésorerie que j'ai annoncés pour celui de Marseille afin de faire face à la crise sanitaire, plus les 2 millions d'euros de crédits que nous avons ajoutés afin d'aider les services de réanimation à se moderniser. (M. Erwan Balanant applaudit.) Ce que nous faisons pour préparer l'hôpital, c'est le Ségur de la santé, avec 4 000 lits supplémentaires qui seront ouverts partout où c'est nécessaire et 15 000 soignants qui seront embauchés.

Nous allons donc arrêter une spirale infernale de vingt ans, qui consistait à faire toujours moins pour l'hôpital ! Désormais, nous allons faire toujours plus partout où ce sera nécessaire, parce qu'il y va de la sécurité sanitaire des Français. Voilà notre programme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. le président. La parole est à M. Nicolas Dupont-Aignan.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Vous répondez aux questions par la polémique et vous mentez à nouveau car tous les chefs de service hospitaliers savent que l'hôpital public est moins bien disposé qu'il y a six mois. Et vous n'avez pas pris les mesures qui s'imposaient pour rouvrir les hôpitaux fermés - je pense au Val-de-Grâce. Il n'est pas besoin de construire un hôpital. Vous avez en effet fermé des services, que vous... (*M. le président coupe le micro de l'orateur, dont le temps de parole est écoulé.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Dupont-Aignan](#)

Circonscription : Essonne (8^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3347

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 septembre 2020](#)